



**LE GAP :
ETATS DES LIEUX ET IMPLICATIONS REGIONALES**

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant colonel Johnson Kofi AKOU-ADJEI
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'eau »**

Directeur : Monsieur Barah MIKAÏL

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le GAP : Etat des lieux et implications régionales.
2. 2007_memoire_geop_le GAP_Akou Adjei
3. Lieutenant colonel, armée de Terre, AKOU-ADJEI Johnson Kofi, Ghana.
4. 04 Mars 2007.
5. Division D – groupe D6.
6. Mémoire de géopolitique.
7. Le GAP, un projet par la Turquie pour arnaquer l'Euphrate et le Tigre pour le développement interne ont intensifié la tension avec les états en aval aussi bien que la population Kurde dans la Turquie. L'eau a le potentiel d'alimenter des conflits de plus grande envergure, mais également de servir de vecteur de coopération. La quantité totale de l'eau prévue pour être utilisée par les trois pays riverains, pour l'irrigation et la production d'énergie hydrologie excède les capacités d'écoulement des fleuves. Toutes les parties dans le conflit réclament que la convention de la Commission internationale de droit (CIT) et ses ébauches plus tôt les soutiennent. Il y a donc la nécessité de ratifier les protocoles de 1946 et de 1987 existant entre la Turquie et les autres états pour la gestion efficace des ressources des eaux. Généralement, la Syrie et l'Irak veulent que les deux fleuves soient traités comme « international » plutôt que « transfrontalier ». A propos de la construction du barrage Illiasu, le projet a été provisoirement approuvé mais aucun plan de reclassement n'avait été élaboré pour les 78000 personnes estimées, principalement les Kurdes ethniques qui seront potentiellement affectés. Le GAP en particulier a profondément inquiété l'Irak et la Syrie, non seulement pour ses effets existants (inondation, réduction de l'eau au pays en aval et la pollution), mais pour ce qui peut se produire si le projet se réalise, et le potentiel que la Turquie aurait en pouvant leur nier l'eau dans n'importe quel futur conflit en tant qu'une arme de guerre ou levier de diplomatie. Le Euphrate et le Tigre composent un système transfrontalier simple de fleuves et les trois pays durent travailler ensemble afin d'évaluer les besoins en termes de développement humain et les objectifs, créer un climat de confiance et accroître la légitimité et utiliser le soutien de la communauté internationale pour sortir de leur antagonisme.
8. La Turquie, la Syrie, l'Irak, l'eau, barrage, irrigation, hydro-électricité.

Le GAP: Les états des lieux et les implications régionales

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LA PREMICE DES EVENEMENTS

Les ressources d'eau disponibles, les demandes et systèmes de distribution dans la région.

Les considérations juridiques.

DEUXIÈME PARTIE : LES ENTREPRISES ET SES RAMIFICATIONS

Le projet GAP.

Le GAP et les pays riverains.

Des implications stratégiques régionales plus larges du GAP.

La démarche au futur

INTRODUCTION

L'eau est une ressource unique et essentielle qui affecte toute la vie sur terre. Elle est employée dans l'agriculture et l'industrie, et est un milieu pour le transport et la récréation. La ressource est trouvée au-dessus et au-dessous de la surface de la terre et est le présent comme vapeur, liquide, et glace pleine. Le monde a un total environ de 1,4milliard (M) km³ de l'eau, cependant, fait à peine n'importe laquelle de cette vaste quantité disponible pour la consommation humaine. « À l'intérieur d'un même pays et dehors, la concurrence pour l'eau peut être source de conflits, mettant les décideurs politiques face à des choix qui auront une incidence sur l'équité, le développement humain et la réduction de la pauvreté. Les institutions nationales et les organes législatifs prévoient des mécanismes d'étude de ces choix. Dans le cas de l'eau transfrontalière, il n'existe aucune structure institutionnelle équivalente. Et ceci a des implications. Devant l'amointrissement des ressources en eau par rapport à la demande, la concurrence transfrontalière pour les cours d'eau internationaux et autres ressources en eau va s'intensifier. Faute de mécanismes institutionnels pour résoudre ces problèmes transfrontaliers, il est possible que cette concurrence soit source de perturbations »¹.

Le Moyen-Orient avait connu des conflits de l'eau a travers de l'histoire. En 4500 avant JC, les villes de Lagash et Umma en Mésopotamie ont fait des batailles au-dessus de l'eau. Le spectre d'une concurrence pour l'eau exacerbée entre les États a donné lieu à un débat public parfois polarisé mais en même temps la concurrence transfrontalière pour l'eau a généralement donné jour à la coopération plutôt qu'à des conflits. L'eau a le potentiel d'alimenter des conflits de plus grande envergure, mais également de servir de vecteur de coopération. Au fil du temps, les gouvernements ont trouvé des solutions innovantes et communes aux tensions générées par la gestion de l'eau transfrontalière, y compris dans les contextes politiques les plus délicats.

Le monde dépend de l'eau pour la sustentation des vies, de la nourriture et largement de l'industrie. Les humains se servent de l'eau, la jettent, la polluent, la gaspillent et changent ses cycles avec moindre respect en effet global sur d'autres.

¹ www.hdr.undp.org/hdr 2006/report et PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2006, op.cit, pp 203.

L'agriculture est responsable pour 73% de consommation globale de l'eau mais les montants énormes sont gaspillés en raison des méthodes primitives d'utilisation ou d'inefficacité. Le succès de beaucoup de programmes continus de développement économique, particulièrement dans les régions arides et semi-aride du tiers monde, est également contingent sur la disponibilité à quantités proportionnées de l'eau pour des industries et d'autres activités économiques. Arun Elhance dans son livre « Hydro-politics in the Third World », a déclaré cela, chaque forme de production énergétique commerciale si le pétrole, courant ascendant, nucléaire ou hydroélectrique exige des quantités énormes de l'eau.²

Selon un communiqué de presse des Nations Unies intitulé « les approvisionnements d'eau douce globaux », dans un proche avenir, les états économiques des pays seront plus mauvais qu'avant en raison du manque de l'eau.³ « L'eau peut être une source de préoccupation pour la sécurité nationale, notamment dans les pays qui comptent sur des sources transfrontalières pour couvrir une part significative de leurs besoins en eau ».⁴ Pour cette raison, au début du 21ème siècle, c'est une nécessité que les politiciens pensent à la politique de l'eau dans leurs régions respectives et aux zones comme la première priorité. Cependant, en développant des stratégies nationales il doit considérer que juste comme l'interdépendance par le commerce peut augmenter les avantages économiques pour tous, ainsi interdépendance coopérative de bidon dans l'eau. Dans cette veine il est nécessaire de dépasser des stratégies nationales introspectives et de l'action unilatérale aux stratégies partagées, pour la coopération multilatérale.

La Turquie est parmi les nations riches en eau dans la région et est en cours d'établir un système des terres de barrages et d'irrigation dans les extensions supérieures du fleuve d'Euphrate dans la région de Sud-est d' Anatolie, ce qui réduira l'écoulement pour la Syrie et l'Irak. La Syrie et l'Irak ont exprimé leurs craintes au sujet du projet exprimant entre d'autres leurs craintes sur son social, économique aussi bien que des incidences sur l'environnement sur leurs nations respectives. En raison des conditions climatiques dans le Moyen-Orient, l'eau est considérée comme ressource précieuse. Le

² Arun P Elhance, Hydro-Politics in the 3rd World, Washington: United States Institute of Peace Press, 1999, pp 10

³ Global Freshwater Supplies in Peril, UN Press Release, 1997, pp1-2

⁴ PUND, Rapport mondial sur le développement humain 2006, op.cit pp224

projet s'appelle GAP, acronyme dérivé son nom d'acronymes du nom turc du projet : «Guneydogu Anadolu Projeci.» Les objectifs du projet comme expliqué par la Turquie sont de soutenir sa commande à l'industrialisation rapide et à la suffisance économique.

PREMIERE PARTIE : LA PREMICE DES EVENEMENTS

11. LES RESSOURCES D'EAU DISPONIBLES, LES DEMANDES ET LES SYSTÈMES DE DISTRIBUTION DANS LA RÉGION

Le Tigre et le Euphrate sont parmi les fleuves les plus célèbres au monde. Leurs origine se trouvent à moins de 50 kilomètres de l'un l'autre en Turquie traversent les régions climatiquement plus hostiles de la Syrie et de l'Irak, avant de se jeter dans le Shatt al Arab et le nord de Golfe du Koweït. Généralement, le Euphrate a une longueur d'environ 3000 kilomètres, desquels 41% est en Turquie, 23% en Syrie, et 36% en Irak. En revanche la longueur du Tigre est d'environ 1850 kilomètres soit 22% en Turquie, 1% en Syrie, et les 77% derniers en Irak. Les deux fleuves ont les tributaires substantiels de banque gauche ; le Balikh et le Khabur Occidental coulent dans le Euphrate en Syrie, et puis l'alimentation le Zab et le Diayala aliment le Tigre en Irak.⁵

La potentielle de l'eau du Euphrate et des cibles de consommation des pays riverains (en Mm ³ par an)		
Les pays	Potentielle de l'eau	Les cibles de consommation
La Turquie	31,58 (% 88,70)	18,42 (% 35,00)
La Syrie	4,00 (% 11,30)	11,30 (% 22,00)
L'Irak	0,00 (% 0,00)	23,00 (% 43,00)
Total	35,58 (% 100,00)	52,92 (% 100,00)

Tableau 1. La potentielle de l'eau du Euphrate et des cibles de consommation.

⁵ Le bassin des Tigre et Euphrate, Republique de la Turquie, le minister d'étrangere, pp1 (www.mfa.gov.tr recherché le 10 janvier 2007)

Le tableau 1 indique que, lorsque 88,7% de tout le potentiel de l'eau du bassin de Euphrate proviennent de la Turquie, la Syrie contribue seulement une quantité de 11,3 % et la contribution de l'Irak aux écoulements est zéro. La Turquie envisage d'utiliser seulement 35 % de la cible de consommation totale, tout en fournissant 88,7 % de tout l'écoulement. Un autre point dans le tableau 1, qui vaut la peine de souligner, est que la quantité totale de l'eau prévue pour être utilisée par les trois pays riverains excède par 17,3 Mm³ toute la capacité d'écoulement de l'Euphrate.

La potentielle de l'eau du Tigre et des cibles de consommation des pays riverains (en Mm ³ par an)		
Les pays	Potentielle de l'eau	Les cibles de consommation
La Turquie	25,24 (%51,90)	6,87 (%13,00)
La Syrie	0,00 (%0,00)	2,60 (%4,00)
L'Irak	23,43 (%48,10)	45,00 (%83,00)
Total	48,67 (%100,00)	54,47 (%100,00)

Tableau 2. La potentielle de l'eau du Tigre et des cibles de consommation⁶.

Comme on peut s'apercevoir dans le tableau 2, tout le potentiel de l'eau du bassin de Tigre est partagé par la Turquie et l'Irak. Donc leurs contributions sont 51,9 % et 48,1 % respectivement. Comme dans le cas du bassin d'Euphrate, les cibles de consommation proposées par la Syrie et l'Irak sont également beaucoup plus hautes que le potentiel de l'eau provenant de leurs terres. La Turquie, d'autre part, envisage d'utiliser relativement une petite partie des eaux venant dehors dans son propre territoire. Seul l'Irak avait utilisé la capacité annuelle entière de 48 Mm³ de ce fleuve. Comme cela est le cas pour le bassin de Euphrate, la quantité de l'eau, prévue pour être employée par les trois pays riverains du fleuve de Tigre excède toute la capacité de ce fleuve par une quantité de 5,8Bm³.

⁶ Nurit Kliot, Water Resources and Conflict in the Middle-East(London: Routledge, 1994), pp114 et www.mfa.gov.tr recherché le 15 Decembre 2006, les tableaux 1 et 2

L'usage qu'un pays fait de l'eau a une incidence sur d'autres pays, généralement par la concurrence pour des ressources en eau limitées, les impacts sur la qualité de l'eau ou le moment de l'utilisation des cours d'eau. « Lorsque plusieurs pays dépendent de la même source d'eau pour leur environnement, pour garantir leurs moyens de subsistance et se développer, l'eau transfrontalière devient un lien entre les populations et les environnements. L'utilisation en un lieu limite la disponibilité en un autre lieu. Par exemple, une retenue d'eau en amont, permettant l'irrigation ou la production d'énergie dans un pays donné, restreint le débit disponible pour l'agriculture et l'environnement en aval. L'usage de l'eau d'un pays en amont a une incidence sur l'environnement et la qualité de l'eau arrivant dans le pays situé en aval. La construction non coordonnée de barrages peut entraîner l'envasement des réservoirs, empêchant que des sédiments riches ne se déposent dans les plaines de faible altitude. De même, la pollution industrielle ou humaine peut être véhiculée par les cours d'eau et atteindre d'autres pays. Le moment où des usagers en amont débloquent de l'eau et la quantité libérée a une incidence fondamentale sur l'usage qui en est fait en aval. Par exemple, les agriculteurs d'un pays situé en aval peuvent avoir besoin d'eau pour l'irrigation au moment où un pays en amont puise dans le cours d'eau pour produire de l'énergie hydro-électrique.»⁷

Le projet du GAP vise à irriguer environ 9,7% de terres turques. Dans les publications concernant les sujets d'irrigation, des terres sont divisées en 6 catégories. Les trois premières catégories des terres sont les plus efficaces qui peut rapporter la production maximum par l'irrigation. La quatrième catégorie de la terre est de valeur marginale et le rendement peut être obtenu à partir de la cinquième catégorie seulement avec la quantité considérable d'investissement. Les sixièmes terres de catégorie sont de type ferme et la production ne peut pas être obtenue même par l'irrigation. Tandis que toutes les terres turques à irriguer par le fleuve de Euphrate sont des premières, deuxièmes et troisième catégories, les catégories semblables des terres en Syrie, représentent seulement 48 % des régions agricoles qui sont contemplées pour être irriguées avec de l'eau Euphrate. Donc, la Turquie argue qu'il sera non seulement peu économique mais sera également injuste pour utiliser les ressources d'eau rares pour irriguer les terres stériles aux dépens des terres fertiles.

⁷ PNUD, op.cit, pp204 - 205

Cependant relativement insignifiant dans la taille d'être comparé à Tigre ou du Euphrate, un autre fleuve est important dans les relations entre la Turquie et la Syrie. C'est le fleuve Orontes, connu en Turc comme Asi Nehri et en arabe comme Al-Asi. Les deux pays, particulièrement Syrie, avaient intensivement utilisé ce fleuve pour l'irrigation. La Syrie s'était servie de 90 % de tout l'écoulement qui atteint une moyenne annuelle de 1.2 Mm³ à la frontière de la Turquie/Syrie. Hors de cette capacité totale, seulement une quantité pauvre de 120000 000m³ entre en Turquie, après qu'elle soit fortement utilisée par la Syrie. Cependant, cette quantité diminuera plus au niveau de 25 000000m³, si les réservoirs prévus de Ziezoun et de Kastoun en Syrie sont construits en plus des barrages existants sur le fleuve. Une comparaison peut être faite en ce qui concerne l'Euphrate et l'Orontes, concernant de l'eau libérée aux pays en aval et à ses utilisations. Tandis que la Syrie et l'Irak accusent la Turquie de réduire la quantité de l'eau dans l'Euphrate dû au GAP, dans le cas de l'Orontes, où la Syrie est un pays en amont, presque l'eau entière est utilisée laissant à la Turquie seulement une quantité pitoyable de 120000000m³ hors de 1,2Mm³.⁸

La Turquie a énoncé quelques raisons plausibles pour lesquelles elle doit dépendre des eaux de Tigre et du Euphrate pour la production énergétique et l'irrigation que la Syrie ou l'Irak. Tous les deux voisins méridionaux de la Turquie sont des producteurs de pétrole. La Turquie produit peu d'essence de ses propres et se fonde à la place sur l'eau pour la production d'énergie. L'industrie agricole et la population de la Turquie sont énormément plus grandes que cela de la Syrie ou de l'Irak et en conséquence il a besoin de plus d'eau pour l'irrigation. « Un cinquième des terres irrigables de Turquie est situé dans les huit provinces du Sud-est, où le Tigre et l'Euphrate prennent leur source. Dans ce contexte, il n'est pas difficile d'apprécier l'importance que le projet du Sud-est d'Anatolie revêt pour le pays. Mais un Syrien sur cinq vit également dans la région environnant l'Euphrate, et les deux fleuves traversent également Bagdad et Basra, deux des villes les plus peuplées d'Iraq. La gestion de prétentions concurrentes sur l'eau,

⁸ Arnun Sofer, Rivers of Fire, Oxford: Rowman and Littlefield Publishers, 1999, pp200 - 220

d'une façon permettant de trouver un juste équilibre entre intérêts nationaux et responsabilités au sens large, nécessite un leadership politique de haut niveau ». ⁹

La clef à l'accord certain sur le sujet de l'eau entre la Turquie, Irak, et la Syrie pourrait d'introduire le Tigre fermement dans l'image globale par le transfert de l'écoulement de Tigre qui n'est pas fortement utilisé dans le Euphrate. Il est également intéressant de savoir que des références historiques et légales ont été faites par tous les pays pour justifier leurs réclamations.

21. LES CONSIDÉRATIONS JURIDIQUES

Avant que l'arrivée de ce que nous considérons comme le système moderne d'état de nation, le règlement de l'utilisation des ressources rares d'eau dans le Moyen-Orient se soit fondée sur la coutume et la règle de la loi comme définie dans le Coran. La loi régionale traditionnelle tient compte pour l'usage commun des sources d'eau possédées (telles que des puits) afin de la sustentation mais pas du bétail d'arrosage ou de l'agriculture.¹⁰ La question des ressources d'eau partagées par excédent de la souveraineté est ouverte d'un certain nombre d'interprétations. La doctrine 1895 de Harmon, appelée pendant les négociations entre les Etats-Unis et le Mexique sur la Rio Grande, a soutenu le principe de la souveraineté absolue d'état au-dessus de ses parties de territoire et de ce fait d'excédent de fleuves internationaux dans son territoire. Le principe alternatif principal, intégrité absolue d'un bassin de fleuve, tend à être favorisé par les états descendants ; selon ceci, chaque état renonce à des droits exclusifs de l'exploitation de l'eau.¹¹ La façon qu'a un pays d'évolué dans le contexte concurrentiel de la gestion des ressources limitées en eau a des implications majeures sur la pauvreté, la répartition des opportunités et le développement humain à l'intérieur de ses frontières nationales. « Les gouvernements et la plupart des gens considèrent que l'eau qui traverse leur pays est une ressource nationale. Certes, ils ont raison sur le plan légal et constitutionnel. Or, la

⁹ PNUD, op.cit, pp210

¹⁰ Bullock John and Darwish Adil, Water Wars: Coming Conflicts in the Middle East, pp160-165

¹¹ Natasher Beschoner, Water and Instability in the Middle East, pp62-64

majeure partie de ce que l'on considère comme de l'« eau nationale » est en fait de l'eau partagée». ¹²

À la conférence 1958 de New York de l'association internationale de droit (AID) on a convenu que des systèmes de fleuve devraient être traités en tant qu'entier intégré, par conséquent à la conférence de Helsinki de 1966 on a convenu que chaque état de bassin a droit, dans son territoire, à une part raisonnable et équitable dans l'utilisation salubre de l'eau d'un bassin international de drainage. Ces directives connues sous le nom de « les règles de Helsinki » cependant ne lient aucun état. L'Assemblée générale de l'ONU a convenu en 1972 sur le droit souverain des états d'exploiter leurs ressources propres à condition que ceci n'ait pas endommagé des secteurs au delà de la limite de la juridiction nationale. Ceci est devenu notoire comme la déclaration de Stockholm. En plus, la conférence de l'ONU en 1977 de l'eau à la Mar del Plata, a encouragé la coopération parmi des états de bassin de fleuve sur la fondement d'égalité, de souveraineté et d'intégrité territoriale de tous les états. ¹³

En été de 1994, la Commission internationale de droit (CID) a soumis un ensemble de projets d'articles sur la loi des utilisations des cours d'eau internationaux à l'Assemblée générale de l'ONU. Le texte mené à bonne fin de cette ébauche est considéré comme un dispositif de convention qui pourrait être considérée comme incarner les dernières normes et directives légales sur des questions impliquant de l'eau internationale transfrontalière. Certains des principes du dispositif de convention qui ont été déjà largement adoptés sont. ¹⁴

- L'article 5 indique que le fleuve transfrontalier devrait être employé « d'une façon équitable et raisonnable ».
- L'article 6 indique clairement que « d'une façon équitable » ne signifie pas la distribution égale.
- L'article 7 indique que les états différents de cours d'eau doivent exercer la diligence pour s'assurer qu'ils pas donnent le mal significatif à d'autres.

¹² PNUD, op.cit, pp209

¹³ www.un.org/Depts/Treaty, recherché le 10 novembre 2006

¹⁴ www.mfa.gov.tr, recherché le 15 decembre 2006

- . Les articles 8 et 9 ont précisé le besoin de la coopération et l'échange d'information régulier entre des pays riverains.

Tous les partis dans le conflit concernant de l'eau de Tigre et Euphrate réclament que la convention de CID et ses ébauches plus tôt les soutiennent. En outre, l'Irak et la Syrie réclament les droites antiques de l'eau qu'ils utilisent des fleuves et ceci devrait empêcher la Turquie d'augmenter son utilisation afin de préserver leurs droits. La Turquie cite le professeur S C McCaffrey, un fonctionnaire précédent de la CID en parant cet argument qu'en amont qui était premier pour développer ses ressources d'eau ne pourrait pas empêcher le développement postérieur par un état en aval en démontrant que le développement postérieur lui causerait le mal. Pendant que la Turquie maintient qu'elle a tout droit à l'utilisation juste et équitable des eaux des fleuves la Syrie et l'Irak parent également avec l'article 7 de la convention de CID qui déclare que tous les états ont une obligation de ne pas causer le mal significatif. Il pourrait voir donc que les contenus de la convention ont été exprimés pour permettre à tous les états de débiter des négociations.

Les différends provenant du cas de l'eau entre la Turquie et ses voisins datent de longtemps et la sélection de prise des conventions juridiques internationales, un certain nombre de protocoles régionaux ont été conclus. En 1946, la Turquie et l'Irak ont signé un protocole pour la commande des eaux de Tigre et de Euphrate et les tributaires. Ce protocole était le premier document qui a adressé des mesures de contrôle d'inondation d'être entrepris conjointement. En 1987, la Turquie et la Syrie ont signé un protocole. Selon ce protocole les parties ont convenu pendant la période remplissant du réservoir de barrage d'Atatürk, en Turquie et jusqu'à l'attribution finale des eaux du Euphrate parmi les 3 états, la Turquie s'engage à libérer une moyenne annuelle de plus que 500m³/s de l'eau à la frontière des états. Dans les situations où l'écoulement mensuel tombe au-dessous de 500m³/s, le côté turc compose la différence en mois suivants. Après cet accord, la Syrie et l'Irak ont fait un protocole pour partager les eaux de Euphrate de 42% et 58%, respectivement.¹⁵

Les règles d'Helsinki et les recommandations de CID déclarent que les nations ont une obligation d'informer d'autres nations de toutes les activités sur les cours d'eau

¹⁵ La Gazette Officielle de la Turquie, le 10 decembre 1987

transfrontaliers qui les affecteront. Une telle notification permettra l'état affecté pour négocier la réduction ou pour protester et, peut-être, pour modifier ou empêcher l'action. Une application récente de ce principe était la fermeture du barrage d'Atatürk par la Turquie en 1991 afin de remplir le réservoir derrière le barrage sur le fleuve d'Euphrate. Avant d'agir, la Turquie a informé les nations en aval de cette fermeture. Cependant il est intéressant pour noter qu'avant la promulgation du décret turc KHK/388 de 1989 au sujet de l'établissement et des fonctions de l'administration du GAP, et même, lorsque les plans originaux ont été conçus par Atatürk en 1936 aucune consultation n'a été faite avec les autres états riverains.

« L'application de ces principes est empreinte de difficultés, notamment pour le motif évident qu'ils ne fournissent pas les outils permettant de résoudre la question des revendications concurrentes. Les utilisateurs en amont peuvent, par exemple, invoquer les besoins socio-économiques comme autant de justifications à la construction de barrages hydro-électriques. Les États en aval peuvent leur opposer ces mesures, avançant des besoins socio-économiques et un usage existant. La difficulté inhérente à des principes concurrentiels et les préoccupations de souveraineté nationale contribuent à expliquer pourquoi seulement 14 pays ont signé la Convention des Nations Unies. Il n'existe pas non plus de mécanisme pratique d'application – en 55 ans, la Cour internationale de justice n'a statué que sur un cas impliquant des cours d'eau internationaux ». ¹⁶

Si la convention de CID est ratifiée, le prochain obstacle serait l'application ou l'arbitrage des conflits. Donc le cadre juridique international actuel serait la méthode la plus susceptible en utilisant la Cour internationale de Justice ou du tribunal international de l'eau. Jusqu'à ce qu'elle soit ratifiée la convention servira de base aux règlements négociés, est c'est la que la Turquie voudrait.¹⁷ La Turquie a une proposition pour chercher un règlement négocié au conflit et semble employer le processus préconisé dans la convention, celle du dialogue et l'évaluation. La Turquie l'appelle le plan de 3 étapes, «The Turkish Three Stage Plan ». Tout d'abord les études d'inventaire pour les ressources d'eau, cette à dire la mesure de toutes les données possibles des secteurs de bassin de fleuve, aux emplacements convenus et ensuite, la deuxième étape serait des

¹⁶ PNUD, *op.cit.*, pp218

¹⁷ Beschoner, pp63-64

études d'inventaires des ressources de la terre comprenant un échange d'informations sur l'état de la terre et le drainage dans chaque secteur, les plans pour l'irrigation et drainage et une foule de facteurs associés et enfin, l'étape d'évaluation des ressources de l'eau et la terre.¹⁸

Au-delà, les trois états riverains discuteraient les résultats et compareraient les aspirations contre l'approvisionnement probable, faisant des recommandations pour la façon dont l'eau devrait être divisée. L'obstacle significatif dans le chemin du progrès est de trouver des incitations pour obtenir les parties pour commencer des discussions. Même si la convention était entièrement ratifiée il serait toujours des obstacles d'obtenir des solutions. L'incitation évidente à parler et finalement faire bon sortir le problème serait financière mais la finance internationale n'est pas disponible pour des projets hydrologiques sur les cours d'eau internationaux contestés.

DEUXIEME PARTIE : LES ENTREPRISES ET SES RAMIFICATIONS

21. LE PROJET GAP ¹⁹

Le projet du GAP comme décrit par la Turquie est un projet multisectoriel et intégré de développement régional basé sur le concept du développement soutenable. Le GAP est un projet massif, qui a commencé en 1983 pour s'achever en 2006 approximativement. La pièce maîtresse du GAP est le barrage énorme d'Atatürk, qui a été accompli en 1989 et qui commande l'écoulement du Euphrate.

211. Les objectifs et les buts du GAP

Le but de base du GAP est d'éliminer les disparités de développement régional en soulevant le niveau de revenu des personnes et les normes vivantes et pour contribuer à tels objectifs de développement national comme la stabilité sociale et la croissance économique afin d'augmenter le productif et l'emploi produisant de la capacité du secteur

¹⁸ Turkish policy, Republique de la Turquie, le minister d'étrangere, pp1 et www.mfa.gov.tr recherché le 30 decembre 2006

¹⁹ Le GAP: www.gap.gov.tr recherché le 10 janvier 2007

rural. Le but du GAP est de financer environ 495 projets comprenant 80 barrages, 66 usines hydro-électriques sur les deux fleuves et 68 projets d'irrigation.

À l'origine conçu et prévu dans les années 60 pour des raisons politiques et économiques, le GAP prévoit pour harnacher le potentiel des fleuves de Euphrate et de Tigre et de leurs tributaires. La région du GAP fait partie du secteur que les Kurdes considèrent comme leur patrie par conséquent les implications politiques. Le projet produira de 27 M de KWh de l'électricité par année et irriguera 1.7 million de hectares de terre de ferme. Bien que le projet soit au moins de dix ans derrière ses étapes importantes de planification beaucoup a été réalisé, et l'intention est d'arnaquer le Euphrate d'abord et de continuer ensuite le Tigre dans des phases postérieures. En Turquie, le GAP est perçu pour être essentiel au développement continu du pays tels que, il y a une cible indiquée de réaliser la croissance économique annuelle de 5% qui exigera de la production de l'électricité de doubler tous les dix à quinze ans.

Pourquoi la Turquie a-t-elle besoin du GAP ? La Turquie se fonde sur des importations pour 50% de ses besoins en énergie et 25% de son électricité est produit à partir de brûler les combustibles fossiles. Une des conditions principales du GAP devait augmenter la capacité de la production de l'énergie électrique hydraulique de la Turquie et par conséquence pour réduire le coût d'importer les combustibles fossiles. L'agriculture est l'une des industries principales de la Turquie utilisant 50% de la main-d'oeuvre et contribuant environ 18,5% au PIB. Le GAP irriguera 9,7% des terres potentielles de la Turquie, fournissant les travaux supplémentaires de 3,3millions dans la région et augmentera de manière significative le rendement agricole de la nation. Sur l'accomplissement du projet, la production énergétique atteindra 27 milliards de KWH. Comme à la fin de 2005, un total de 18,7M KWh d'énergie d'hydro-électricité a été réalisé. En termes d'irrigation la cible sur l'accomplissement est 1,7million ha. Comme à 2005, 235019ha de terre avaient été irrigués dans la région. La construction est en marche pour 142099 ha de terre à irriguer tandis que le potentiel restant est 374118ha. La réalisation physique des investissements d'irrigation du GAP comme à 2005 a lieu 13,7%. L'augmentation significative de l'emploi et de la poussée additionnelle à l'économie locale de la production agricole accrue est prévue pour apaiser les Kurdes locaux et pour réduire l'appui donné à la partie « Kurdish Peoples Workers Party » (PKK).

Le GAP a un coût estimatif de \$32 M, et est placé entièrement par la Turquie en raison du refus de la banque mondiale pour placer un projet qui n'a pas l'accord des états en aval.²⁰ En conséquence, la Turquie s'est embarquée sur un certain nombre d'initiatives pour placer intérieurement le projet.

212. Le GAP et l'UE

Le programme de développement régionale du GAP est entré en vigueur sur un accord de financement a agi le 7 décembre 2001 par le Turc sous le secrétariat du trésor, l'administration de développement régional du GAP (GAP-RDA) et l'union européenne. Le programme couvre une période d'exécution de 5 ans commençant en 2002. Quarante sept millions d'euros, qui est le budget du programme, est indiqué entièrement comme concession. Le programme a ses objectifs comprenant tels nationaux que l'amélioration du statut économique et social des personnes vivant dans cette région de la Turquie ; contribution à la croissance économique stable, réduction des disparités de développement régional et d'augmenter la capacité de production et d'emploi de la région.

Environ 34 millions d'euros sur tout le budget de programme de 47 millions d'euros sera destinés à soutenir les projets développés par les petits entreprises et de taille moyenne et des organisations à but non lucratif dans la région. Connue également en tant que « le croissant fertile » et « le Haut Mésopotamie » , la région du GAP est historiquement le berceau de beaucoup de civilisations et a servi comme le pont entre la péninsule anatolienne et la Mésopotamie. . La région du GAP est d'importance internationale avec ses propriétés culturelles remontant à de diverses époques et civilisations historiques, ses dispositifs uniques et potentiel de tourisme. La région, cependant, fait face à une menace sérieuse de l'érosion culturelle avec des développements plutôt rapides ayant lieu plus récemment, qui provient des facteurs tels que la construction de grands barrages et équipements d'irrigation, de pratiques agricoles, d'urbanisation non contrôlée, de migration et de changements sans garantie de structure culturelle. Tout ceux-ci précisent à la nécessité d'adresser les propriétés historiques et culturelles dans la région d'une façon distincte et pensive.

²⁰ Beschoner, pp63-64

Indépendamment de l'aide de l'UE dans le domaine de la culture, un autre secteur est le lancement du projet rural de développement. Ce projet vise à réduire des disparités de développement et de revenu entre les secteurs irrigués et non irrigués dans la région du GAP. Sous ce projet, des efforts seront faits d'atteindre de petits fermiers, paysans sans terre et personnes rurales avec des difficultés économiques pour améliorer leur situation en se prolongeant de petite taille en nature d'appui comptant et matérielle. Les secteurs identifiés sont développement des activités du revenu produisant dans des secteurs non irrigués, d'encourager la production de la végétale deuxième, l'exploitation agricole de la serre, traitement de lait, fournissant l'infrastructure rurale et les activités non agricoles pour des revenus produits.

213. Le GAP et les politico-économique, socioculturel et l'environnement de la région

La Turquie est relativement riche en l'eau dans la région (1800m³ par personne). Cependant l'augmentation significative prévue de l'emploi et de la poussée additionnelle à l'économie locale de la production agricole a été évoquée, là est d'autres reculs. Le GAP exigera un reclassement à grande échelle de la population (principalement par la migration interne), la redistribution de terre, le changement de styles de vie traditionnels, le développement des infrastructures locales et l'aménagement du territoire. Le remplissage du réservoir de barrage d'Attaturk a déplacé 70000 personnes des 117 villages affectés. La plupart des personnes déplacées sont entrées dans le capital régional avec leur compensation. L'aménagement du territoire ne déplace pas la manière on l'a prévu que, ainsi il n'y a aucun entretien de la population rurale afin de fournir la main d'oeuvre agricole. De même, l'éducation des fermiers qui est essentielle afin d'empêcher le salination de l'irrigation d'excédent de terre près n'est pas bonne intégrée. Néanmoins il est significatif pour noter que les plaines autour d'Urfa et de Harran ont été irriguées avec de l'eau du Euphrate sifflé par les tunnels jumeaux, 26 km long chacun et l'impact sur l'économie de la région a réduit le chômage.

L'approvisionnement projeté en demande de l'eau par l'état par de diverses utilisations et l'équilibre étant la quantité sortant de l'état laisse une image sinistre dans le cas de la Turquie dû à le GAP. Nurit Kliot en son livre, « les ressources et le conflit d'eau

dans le Moyen-Orient, pp 148 » déclare : la demande de l'eau de la Turquie s'est accru de 10Mm³ dans le début 1990 à 15Mm³ en 2005. On projette que la figure doublera en 2040. L'équilibre qui était 45Mm³ en 1990 a chuté à 30Mm³ en 2005 et se rétrécira à 18Mm³ en 2040. En janvier 1990 la Turquie a réduit l'écoulement du fleuve d'Euphrate de 75% pendant un mois tandis que le barrage d'Atatürk était rempli, entraînant les manques graves de l'eau et de l'électricité en Syrie. Il est apparu en la Turquie et en Irak que la Turquie démontrait sa puissance au-dessus de l'eau à ses voisins en aval. Lorsque, l'innocence protestée par Turquie, mais il est dur pour voir ses actions en tant que n'importe quoi autre que conflictuel, car il aurait été facile de remplir le réservoir lentement et de ne pas perturber des approvisionnements. Tout le coût du GAP est estimé à \$32M, qui lui fait le plus grand effort de développement régional jamais lancé en Turquie. En 2003, environ \$16,6M ont été déjà dépensés pour le projet. De nombreux économistes célèbres Turcs ont remis en cause la sagesse de la vaste dépense investie dans le GAP, qui avait vidangé la richesse de la Turquie à cause de l'absence du placement externe. Peut-être le facteur dominant derrière le projet était la nécessité de revitaliser l'économie de la région du Sud-est d'Anatolie, la région la plus pauvre de la Turquie. Natasher Beschoner a indiqué que 70000 personnes et 117 villages ont été déplacés en raison de la construction de barrage et établissant des réservoirs et l'énorme coût du GAP a dénudé l'autre investissement local tel que la santé, l'éducation et l'infrastructure. Le ressentiment résultant par les Kurdes ne peut pas être sur accentué.

Cependant, un second et non moins important, avantage du GAP a été la commande de l'écoulement de l'eau, qui a empêché des inondations et des torrents préjudiciables au printemps tout en augmentant celui d'été. Bien que non reconnu, dans cette matière en aval, la Syrie et l'Irak ont profité du GAP.

Dans le cas de la salinisation, la Turquie se défend qu'elle ne soit pas responsable de la salinité élevée des sols dans les deux états en aval. Les eaux principales du Euphrate et Tigre sont de haute qualité et l'écoulement de retour des secteurs irrigués par le GAP seulement sera modérément minéralisé, contenant environ 700 ppm (ppm indique la quantité de milligramme de sel par litre d'eau avec moins que 1 000ppm est considérée fraîche), et de qualité satisfaisante pour l'approvisionnement d'irrigation. Les écoulements de retour des points d'irrigation autour du barrage d'Atatürk entrent directement dans le

réservoir de barrage et sont dilués avec la grande quantité de l'eau fraîche de l'Euphrate. Sans compter que les problèmes écologiques qui vont avec un projet d'irrigation de cette grandeur, la Turquie a une histoire des tremblements de terre forts qui pourraient potentiellement détruire le barrage d'Atatürk. Les Turcs réclament le barrage ont été conçus pour résister à des tremblements jusqu'à de huit sur l'échelle de Richter.

La polémique est non seulement excédent juste quel droits un pays a en matière de l'eau et la politique de l'eau, mais les archéologues protestent également le fait que ces barrages détruisent beaucoup de villes antiques encore inconnues. Il doit être souligné que particulièrement l'acquis culturel riche de la région d'Anatolie a la proie tombée à un processus rapide de dégradation et à la destruction dans la dernière décennie. Comme cité ci-dessus des résultats inévitables de ce processus seront la perte de beaucoup d'emplacements archéologiques et culturels et occasions craintives de revenu pour beaucoup de ménages locaux.

La Turquie afin d'essayer d'atténuer ces derniers a lancé certaines mesures. En 2003, le projet de développement d'héritage de culture a été lancé dans ce contexte avec la concession fournie par la Commission européenne. Le GAP-RDA met en application maintenant le projet pour soutenir des initiatives locales pour le développement du tourisme de culture tout en protégeant l'héritage culturel et historique de la région. Les secteurs possibles de projet incluent, mais non limité à ce qui suit : inventorier le travail sur les acquis culturels, les propriétés culturelles dans les emplacements archéologiques (à l'exclusion des travaux d'excavation) et les règlements, les capitaux culturels immeubles, la culture folklorique, les activités de publicité et de promotion pour le développement de l'acquis culturel, la gestion des emplacements historiques par des techniques à jour et les technologies.

En plus, la Turquie a entrepris aux évaluations de conduite quant aux endroits géographiques et spatiaux et au statut actuel de règlements dans la région du GAP qui remontent à la période s'étendant de l'âge de paléolithique jusqu'à la fin de l'âge en bronze, qui sont déjà connus ; détermination du niveau de la dégradation sur ces règlements ; promotion de ces règlements aux plateformes nationales et internationales ; publication des travaux sur ces évaluations et résultats, et maintenir le projet afin de

couvrir des règlements relativement plus récents aussi bien. Pour atteindre les objectifs des évaluations mentionnées ci-dessus, un protocole de coopération a été signé entre l'administration du GAP et l'Association pour la conservation de l'acquis artistique et culturel en 30 mai 2002. Dans le cadre du protocole mentionné, des activités ont été lancées en juin 2001. Ces activités d'aperçu ont comporté des évaluations concernant l'endroit géographique des règlements, des positions spatiales et du niveau des dommages que ces règlements avaient souffert. Sous le même projet, des résultats de tous les deux des enquêtes plus tôt de surface et les excavations et les études scientifiques plus récentes ont été recueillis et documentées visuellement.

La pièce de travaux sur le terrain du projet a commencé 01 août 2001 qui a été fini 31 octobre 2001, a donné les résultats suivants; des positions et le niveau géographiques et spatiaux de la dégradation sur des règlements antiques remontant à la période indiquée plus tôt ont été déterminés, 388 tels règlements ont été identifiés, des évaluations des positions géographiques critiques par le système de positionnement global (GPS) ont été accomplis. Le travail pour la publication continue actuellement.

La Turquie a déclaré qu'elle a mis en œuvre des mesures proportionnées d'excentrer les incidences sur l'environnement du GAP. Huit projets principaux ont été entrepris à cet égard ²¹:

- Étude environnementale de région de Diyarbakir. L'objectif était de recueillir un inventaire de flore existante et de faune dans la région de Diyarbakir; pour évaluer l'ampleur de la pollution dans les ressources naturelles et les moyens des pollueurs et suggérer des contre-mesures appropriées. Le projet a été mis par Dicle Université, et concentré à exécution sur la recherche de la pollution de fleuve dans le fleuve de Tigre des perspectives physiques, chimiques et biologiques et a été accompli en 1992. Les résultats étaient un rapport donnant l'inventaire de la flore et de la faune dans le secteur et une évaluation au sujet des niveaux de pollution.
- Programme de développement pour la sub-région du lac du barrage d'Atatürk. L'objectif était de commander des activités présentes et futures dans

²¹ www.gap.gov.tr recherché le 10 janvier 2007

le secteur entourant le lac du barrage d'Atatürk, développe des stratégies pour un développement sans heurt et équilibré dans le secteur et de préparer un programme de développement sub-régional. Le projet a été mis à exécution couvrant les domaines de l'évaluation d'incidences sur l'environnement, de l'enquête d'utilisation de la terre, de la planification de tourisme et du transport. La première étape du projet évaluant la situation actuelle (barrage et réservoir d'Atatürk, sédimentation, hydrologie, structure socio-économique, environnement normal, ressources d'eau souterraines, sous-produits et habitat de l'eau, valeurs culturelles, utilisation de la terre), et la vérification du cadre juridique ont été accomplies en 1996.

- Le Projet d'éducation d'environnement d'Adiyaman. Le projet vise à augmenter la conscience environnementale des écoliers primaires (catégorie d'âge 10-11) par la formation des professeurs dans les écoles primaires d'Adiyaman. . La conférence de formation a été réalisée dans Adiyaman avec l'association environnementale d'instruction de Greensteps en juin 2002.

- L'approche de planification d'Eco-ville pour Adiyaman. La portée du projet est le renforcement des capacités techniques d'accroître la relation de l'administration de développement régional du GAP en termes d'élaboration des programmes de développement qui intègrent les issues écologiques et environnementales avec la planification économique et urbaine.

- Le Projet d'éducation d'environnement. (Midyat et Nusaybin). Le projet vise à augmenter la conscience environnementale de santé et la sensibilité environnementale des enfants au niveau d'école primaire (catégorie d'âge 10-11) en mettant en application des programmes environnementaux d'éducation dans Mardin-Midyat et Nusaybin. Dans la portée du projet, réalisée avec la coopération de l'ambassade royale des Pays Bas, la formation environnementale d'éducation a été donnée dans Mardin-Midyat et Nusaybin, à 103 instituteurs, en décembre 2002 - juin 2003.

- Études sur les dispositifs climatiques actuels et éventuels de la région du GAP. L'objectif du projet est d'analyser des changements du climat et de

l'hydrologie sur la base des modèles régionaux de climat provoqués par les projets sur le développement des ressources d'eau, pour développer des modèles sur les conditions climatiques présentes et futures dans la région et pour évaluer les effets possibles du changement de climat sur des ressources d'eau. Le projet a été mis à exécution par la faculté de l'agriculture, université d'Ankara et il a été accompli en février 2004.

- Le projet de recherche de biodiversité du GAP. Le but du projet est conduire une évaluation par rapport à la diversité biologique dans la région du GAP, identifier des secteurs prioritaires à cet égard et analyser l'impact du projet sur ces secteurs et de faire des propositions pour l'utilisation soutenable des ressources naturelles. Le projet a été accompli en avril 2004 et est mis en application comme partie de programme de développement soutenable du GAP, par Société Turc pour la protection de la nature (DKHD) avec l'aide financière du PNUD.

- Le projet de la vie sauvage pour la région du GAP. L'objectif du projet est de protéger la diversité biologique dans la région en créant de nouveaux environnements vivants pour des espèces arrangées et migratrices comprenant ceux sous la menace de l'extinction qui vivent en particulier le long du cours du Euphrate et autour d'autres fleuves et lacs de barrage dans la région du GAP. Le projet est accompli avec le succès à la protection de la tortue douce écossée rare d'Euphrate (*Rafetus euphraticus*) qui est des espèces endémiques.

Un degré appréciable de progrès a été accompli par la Turquie en ce qui concerne des améliorations de la fourniture d'infrastructure rurale dans la région du GAP. Soixante-dix neuf pour cent de population rurale de la région ont d'eau potable, 9 % en manquent et 12 % ont l'eau potable mais répondent pas entièrement aux besoins. Toute la longueur des routes de village dans la région du GAP atteint 28.420 km. De ceci, 26,7 % sont asphaltés. 49,2 % sont stabilisés et 20,7 % sont nivelés.

En termes d'infrastructure urbaine, en raison d'augmentation rapide de population et de migration rurale à urbaine il y a de plus en plus pression sur l'infrastructure urbaine existante qui provoque beaucoup de problèmes sociaux et économiques. La subsistance

difficile dans des secteurs ruraux et l'attraction perçue des centres urbains sont les principales raisons motivant les personnes rurales pour émigrer. . La croissance urbaine rapide, d'autre part, augmente la pression sur l'infrastructure urbaine et fait de plus en plus les gens vulnérables à de divers problèmes écologiques.

Il y a une augmentation plutôt rapide du nombre de municipalités dans la région du GAP où des services urbains doivent être fournis. Actuellement, les centres de la ville dans la région augmentent les régions de la terre large finie où aucune planification proportionnée ne peut être faite. La situation est rendue plus mauvaise particulièrement par le répandage des voisinages pauvres urbains entourant de grandes villes et fourniture d'infrastructure et d'autres services concernant l'environnement qui ne peut pas faire face vers le haut à la demande jamais se levante.

En eau usagée de région du GAP les systèmes de la décharge et de traitement sont généralement insuffisants. Puisque les municipalités accordent la priorité à l'offre d'eau potable relatif à traitement des eaux résiduelles, aucun progrès significatif ne pourrait être réalisé jusqu'ici dans l'introduction des équipements et des réseaux de traitement des eaux résiduaires d'eaux d'égout et les systèmes municipaux d'eaux d'égout contrôlent 240 million m³ des eaux résiduelles et déchargent cette d'eau dans des divers environnements de réception comprenant des jets (88 %), des barrages (7 %), terre ouverte (3 %), des lacs et des étangs (1 %) et d'autres (1 %). Seulement 99 million m³ de cette décharge totale d'eau usagée peut être traité aux usines avant la décharge. Tandis que le traitement biologique compte pour 99 % de toutes les opérations de traitement, la part du traitement physique est minimale avec only 1 %. En ce qui concerne la gestion de déchets solides, les règlements dans la région du GAP sont des problèmes de revêtements dans la gestion de déchets solides aussi bien et ces problèmes deviennent de plus en plus aigus. Des déchets rassemblés par des moyens limités sont juste mis à la décharge dehors et alors disposés par des manières inadéquates comprenant l'incinération ouverte et déchargent aux lits de jet. Ceci renforce les réclamations par les pays en aval de cours de la pollution dans les eaux les atteignant.

Néanmoins, la Turquie a progressé en ce qui concerne le traitement de l'eau usagée et de son utilisation pour l'irrigation agricole dans la région du GAP. Un projet

« traitement d'eau usagée urbaine dans des règlements de petite et moyenne taille et son utilisation pour l'irrigation agricole dans la région du GAP » a été lancé. Des fonds ont été fournis par PNUD, GAP et le gouvernement français. Les sociétés impliquées dans le processus étaient l'entreprise française technique BRLi et la société turque SU-YAPI.

214. Le dilemme Kurde²²

Indépendamment des objectifs économiques beaucoup évoqués du GAP le projet a été également conçu pour aider la Turquie à supprimer ses ennuis avec les Kurdes. Les rebelles Kurdes avaient fait la guerre sur le gouvernement turc depuis 1984, à leur recherche pour une patrie indépendante ou autonome. En créant le développement économique et social, le projet du GAP a été prévu pour éliminer le séparatisme Kurde. Mais comment les Kurdes sont-ils allés sous l'arrangement du GAP ?

Peu de projets d'infrastructure de développement ont causé autant polémique internationale ces dernières années que le barrage proposé d'Iliasu dans la région Kurde de la Turquie du Sud-est. Programmé pour la construction sur le Tigre, environ 65 kilomètres de la frontière syrienne, le barrage est prévu pour produire de 3.600 gigawatt-heures de l'électricité d'heure de pointe par année et est le plus grand projet hydroélectrique prévu de la Turquie. Le souci d'Iliasu a porté en grande partie sur le manque du projet de répondre à des normes internationales pour des projets d'infrastructure comportant le reclassement de force. Comme prévu, le barrage inonderait un grand secteur, submergeant ou submergeant partiellement environ 183 villages et hameaux et la ville antique de Hasankeyf, un emplacement d'importance archéologique internationale. Lorsque cela le projet a été provisoirement approuvé, aucun plan de reclassement n'avait été élaboré pour les 78000 personnes estimées, principalement d'ethnie Kurde, qui seront potentiellement affectées par le barrage. En effet il n'y avait eu aucune consultation quelconque avec les personnes affectées ou leurs représentants élus.

En dépit des craintes que le barrage pourrait compromettre la qualité de l'eau du fleuve Tigre, perturber les marécages en aval et l'agriculture irriguée, et aggraver le potentiel pour le conflit régional au-dessus de l'eau entre la Turquie et ses voisins, la

²² The Kurdish Human Rights Project, Report by the Corner House Research Center dated 16 september 2000

Syrie et l'Irak, il n'y avait eu aucune consultation avec les états en aval, comme exigé en vertu du droit international. En réponse à la pression croissante du public, des ONG et des parlementaires, les financiers externes du projet (Grande-Bretagne, Suisse et Etats-Unis) ont attaché quatre conditions à leur soutien pour le projet que le gouvernement turc doit rencontrer avant que des crédits à l'exportation soient émis. Les conditions, annoncées en décembre 1999, sont comme suit:

- Élaborer un programme de reclassement qui se reflète la pratique internationalement acceptée et inclut la surveillance indépendante.
- Faire le nécessaire pour les installations de traitement des effluents en amont capables de s'assurer que la qualité de l'eau est maintenue.
- Donner une assurance que les écoulements proportionnés en aval seront maintenus à tout temps.

Tandis que, au papier, ces conditions marcheraient un certain moyen de rencontrer les soucis des Kurdes, il y a des doutes considérables s'ils peuvent ou seront exécutées dans la pratique. Il y a d'évidence documentée de la répression par la Turquie de la majorité Kurde dans la région, son manque vil de respecter des engagements précédents pour limiter des abus de droits de l'homme contre la population locale et ses politiques racistes de l'assimilation imposée des Kurdes ethniques dans la société turque traditionnelle.

En octobre 2000, une mission exploratoire internationale des ONG du Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Italie a visité la région d'Iliasu. La mission confirme entre autres que, conditions dans la région font une foire et un reclassement juste aux normes internationales inaccessibles et surtout quelques consultations principales rapportées qu'on a déjà fait en réalité étaient non réalisées. Il a également émergé que, les équipements prévus de traitement d'eaux d'égout dans les villes en amont sont insatisfaisants pour assurer la qualité de l'eau dans le secteur de réservoir, l'un ou l'autre parce qu'ils ne couvriront pas la population entière ou parce qu'ils sont toujours à l'étape de faisabilité. Généralement, les impacts d'Iliasu en aval peuvent être sous-estimés parce qu'aucune analyse complète n'a été entreprise des impacts cumulatifs d'Iliasu et le barrage à Cizre. Les deux projets sont indépendants mais ont été incorrectement représentés

comme séparés et déconnectés. En fait, Cizre est un barrage d'irrigation et de l'eau alimentée à lui par Iiasu sera en grande partie perdue pour couler en aval.

22. LE GAP ET LES PAYS RIVERAINS

Le GAP en particulier a profondément inquiété l'Irak et la Syrie, non seulement pour ses effets existants, mais pour ce qui peut se produire si le projet se réalise, et le potentiel que la Turquie aurait en pouvant leur nier l'eau dans n'importe quel futur conflit en tant qu'une arme de guerre ou levier de diplomatie. Pendant l'inauguration du barrage d'Atatürk, Suleyman Demirel, l'ancien Premier Ministre a indiqué: « Ni la Syrie ni l'Irak ne peut étendre la réclamation aux fleuves de la Turquie plus qu'Ankara pourrait réclamer leur huile. C'est une question de la souveraineté. Nous avons le droit pour faire ce que nous aimons. Les ressources d'eau sont la Turquie, les ressources pétrolières sont à eux. Nous ne disons pas nous partageons leurs ressources pétrolières et ils ne peuvent pas dire qu'ils partagent nos ressources d'eau ». ²³

Généralement, la Syrie et l'Irak veulent que les deux fleuves soient traités comme « international » plutôt que « transfrontalier » car ceci exigerait des pays riverains de coordonner des projets de développement. On a indiqué plus tôt que, la majorité de l'eau alimentant le Euphrate et le Tigre est produite en Turquie et on l'a estimé que tout à fait la Turquie contribue environ 66% de l'eau, comparé à 20% d'Irak, moins de 10% de Syrie et le repos d'Iran.

Le GAP a déjà eu ses effets sur la Syrie et l'Irak. Généralement, on a estimé que les projets de l'eau de la Turquie pourraient réduire l'écoulement de l'eau du Euphrate de 30% de son volume historique. En 1990 la Turquie remplit le barrage d'Atatürk et ce faisant bloque l'Euphrate pendant un mois. En dépit des efforts de compenser ou apparaître comme faire ainsi en libérant plus d'eau en mois précédents, la Syrie et l'Irak ont souffert de la privation grave. En Irak, la consommation de l'eau a été réduite et il y avait des rapports de la perte grave de récoltes d'hiver. Si la Turquie prévoit pour employer l'eau comme moyen de chantage contre la Syrie et l'Irak, avec la menace de

²³ Bulloch J and Darwish A, op.cit, pp74-75

pouvoir découper des approvisionnements, est peu claire, mais c'est certainement la vue de la Syrie et de l'Irak.

Même si la Turquie accomplit son accord de libérer 15 Bm³ par an à sa frontière avec la Syrie, et si la Syrie emploie 6 Mm³ par an de cela, alors la quantité encore en Irak sera seulement une fraction de sa part historique avec une perte de plus de 80% de l'apport de Euphrate qui affectera sévèrement l'agricole du Nord-ouest du pays. Quand toutes les phases du GAP sont complètes, il y aura les effets semblables sur le Tigre et ici l'écoulement pourrait être réduit de 30% de son volume historique.

Un autre sujet d'inquiétude potentiel est la qualité de l'eau. Une grande partie de l'eau de la région est employée pour l'irrigation aussi bien que pour l'usage domestique et la génération de la puissance hydro-électrique. Par le passé accroissaient des récoltes, une partie de l'eau trouve inévitablement son chemin de nouveau aux fleuves, et portera la concentration élevée du sel et des pesticides de ce fait, potentiellement réduisant sa qualité et valeur. Ce problème est illustré par le barrage de la Syrie du Euphrate pour former le lac massif Assad. Quand le projet a commencé à livrer dans la région avec l'espoir de rendre une région précédemment stérile fertile, on a constaté que le sol a contenu une grande proportion de sulfate de calcium a s'éventait dans de l'eau et a affecté le rendement défavorablement. Ce problème de salinité de l'eau, met l'Irak dans une position défavorable comparé aux autres pays riverains comme le troisième, la finale, utilisateur du Tigre et des eaux de Euphrate.

Un autre secteur critique pour la Syrie, avec sa population croissante et l'industrie, est la production d'électricité. L'énergie électrique hydraulique a été un contribuant important vers la Syrie, qui a une histoire de rupture grave d'électricité, mais elle aussi a été sujette à des beaucoup de problèmes. Le barrage de Euphrate, accompli en 1978 à l'aide soviétique, a une capacité de produire de 800 MW et a été vu comme solution aux problèmes de la Syrie de la production d'électricité. Même en ses premières années, les interruptions à l'approvisionnement du Euphrate d'origine de la Turquie, et la fiabilité faible de l'équipement se produisant, ont fréquemment ramené le rendement à 300MW. On s'attend que cette figure soit réduite d'environ 50% dû à l'entretien insatisfaisant. L'industrialisation de la Syrie est actuellement contrainte par manque de

produire de la capacité et du niveau de la rupture d'électricité, et donc de son développement continu, par l'agriculture et l'industrie, est étroitement liée à la disponibilité de l'eau du fleuve de Euphrate.

Bien que l'existence de certains traités entre les 3 pays ait été citée précédemment, il n'y a, cependant, aucun accord bilatéral entre la Syrie et la Turquie et aucun accord tripartite entre les trois états d'Euphrate sur la gestion de l'eau. Venter Al, dans l'article « La menace la plus ancienne : L'eau dans le Moyen-Orient : Jane's Intelligence Review Février 1998, pp21-26 » écrit cela, la Syrie a plusieurs reprises accusé la Turquie de salinisation le Euphrate et il y a d'évidence empirique pour soutenir sa réclamation. Salinisation se produit parce que les petites quantités de sels dans l'eau d'irrigation deviennent concentrées avec l'évaporation pendant le procédé d'irrigation, par la suite rendant la terre stérile ; plus la quantité de l'eau utilisée est grande, plus l'ampleur de la salinisation est grande. Comme état en aval du Euphrate, l'Irak souffre plus de la salinisation de la terre irriguée avec 65% de terre irriguée affectée avec un degré de salinisation et approximativement 20% abandonné du salinisation extrême.

L'Irak a indiqué ses soucis au-dessus du barrage d'Iliasu. Le barrage d'Iliasu sera l'un des plus grands barrages en Turquie et est programmé pour être accompli en 2013. Les fonctions principales du barrage seront produire l'hydro-électrique et apporter une meilleure irrigation pour l'agriculture locale. Cependant, elle réduira la quantité de l'eau de Tigre entrant dans les territoires irakiens par presque 50%. La quantité annuelle normale de l'eau de Tigre aux frontières Irak-Turque est de 20,93Mm³ par an et cette quantité sera réduite à 9,7 Mm³ par an avec l'accomplissement de ce barrage. Les experts du ministère irakien des ressources d'eau indiquent cela, celui priveront au moins 696000 hectares de la région agricole de l'eau douce et ceci aura le négatif affecte dans les domaines de la production agricole, de l'eau potable et de l'électricité. En plus les experts ont averti cela, ceci augmentera la désertification en Irak et forcera les fermiers qui dépendent de Tigre pour abandonner leurs terres et déplacer vers les villes à moins qu'un accord soit conclu avec le gouvernement turc.

L'impact d'un écoulement réduit de l'eau dans Tigre sera senti lointain au delà des champs en Irak nordique. Dans la ville méridionale de Bassora, trouvé sud environ de

550km de Bagdad, fonctionnaires avec la renaissance de marais centrent, représenté une image sinistre pour les marais nouvellement rétablis avec la construction du barrage. Les marais sont en danger de perdre environ 3 Mm³ de l'eau par an et ceci mettra en danger la vie là.

Les développements d'irrigation en Syrie dépendent largement de la façon dont elle conclut des accords avec les pays voisins particulièrement Turquie sur le partage des eaux de rivière. En plus, l'identification et mettre en application des politiques, des programmes, des projets et des techniques pour améliorer l'utilisation de l'eau efficacement et pour améliorer l'exploitation et la gestion de l'eau et d'eaux souterraines sont des défis importants faisant face aux personnes définissant la politique syriennes.

23. DES IMPLICATIONS STRATÉGIQUES RÉGIONALES PLUS LARGES DU GAP

La Turquie regarde beaucoup plus vers l'ouest que l'Irak ou la Syrie ; c'est maintenant une démocratie stable, un membre de l'OTAN, et espère fortement joindre l'union européenne. En plus, la Turquie est assortie en avant à son accord de formation militaire avec l'Israël en dépit des soucis de ses voisins régionaux. Il semble probablement que la Turquie continue à concevoir sa politique pour la rencontrer des intérêts plutôt que son idéologie et tandis qu'une voix musulmane vocale et importante de l'électorat peut la rendre avec émotion plus bien disposée à ses voisins islamiques de la Syrie et de l'Irak, il est peu probable que mènera à se ramollir beaucoup dans sa utilisation actuelle des eaux du Euphrate et certainement pas aux dépens de son propre développement dans le contexte du GAP.

La cession de Saddam Hussein et son régime a changé l'air politique de l'Irak. Cependant, le niveau courant du terroriste agit et l'instabilité couplée à la nature infantile de ses établissements gouvernementaux laisse à l'Irak politiquement le plus faible parmi les 3 états. La situation actuelle a donné un fort accroissent aux Kurdes pour exiger une patrie séparée qui est regardée par la Turquie comme stratégiquement insoutenable. Dans ce contexte l'opposition à la construction du barrage d'Illisu dans le contexte du GAP ne peut pas être beaucoup plus puissante

La Syrie, est comparativement une société plus stable et plus démocratique. La Syrie a énoncé ses intentions d'augmenter considérablement son utilisation de l'eau. Son utilisation est également principalement pour l'agriculture. Une des aspirations plus controversables de la Syrie est le souhait pour employer l'eau de Tigre dans le nord-est. Elle ne semble pas être économiquement viable mais ça pourrait être une tentative de fixer une plus grande utilisation du Euphrate en laissant tomber son intention concernant le Tigre. La Syrie historiquement s'est montrée comme bastion des sujets de Pan-Arabe et veut être identifiée de manière semblable dans la région. La Syrie critique donc le politique accroissent le GAP donnera finalement la Turquie au-dessus de ses voisins.

Certaines issues critiques du GAP sont principales qui peuvent compromettre la coopération des états riverains ²⁴

- Réclamations de concurrence et impératifs nationaux perçus de la souveraineté. Généralement, beaucoup de pays restent profondément divisés de la manière qu'ils regardent l'eau transfrontalière.
- La politique du nationalisme. Les politiciens sont responsables vis-à-vis de leurs circonscriptions nationales, et non vis-à-vis des communautés partageant le bassin et des gouvernements qui les représentent. Le désir pour la Turquie de monter en index élevé économique couplé à de la pression de résoudre le problème Kurde a été démontré. La tendance nationaliste de la Syrie a vêtu de sa recherche pour l'eau a soulevé ses craintes contre le GAP. En temps passé récent le soutien de Saddam Hussein pour les Kurdes renforce des considérations politiques.
- Les inégalités de pouvoir. Le Tigre et le Euphrate traversent des pays marqués par de grandes disparités dans la richesse, la puissance et la capacité de négociation. La puissance militaire turque et l'assurance de l'OTAN de l'article V sont plus que ses voisins. La situation politique courante en Irak le laisse incapable de la négociation d'une position de force.

²⁴ PNUD, pp223

- La non-participation aux initiatives de bassin. En cas de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak, bien que quelques initiatives aient été montrées sous forme d'accords aucune ratification n'a été faite particulièrement en ce qui concerne la gestion du fleuve d'Euphrate.

24. LA DEMARCHE AU FUTUR

Afin de considérer les options pacifiques disponibles un regard sera pris aux propositions des 3 états. Les propositions de l'Irak sont basées sur ses réclamations historiques d'être la nation originale qui a commencé à utiliser les eaux pour l'irrigation dans la Mésopotamie antique pendant la période du Sumériens. Les propositions syriennes sont basées sur des options mathématiques où les données rendues disponibles à chaque état ne sont pas bien définies. Les eaux de ces fleuves doivent être mises en commun entre les états riverains selon une quote-part à déterminer. L'option turque qui se nomme le plan à trois étages est plus plausible et sera discutée.

Le Euphrate et le Tigre composent un système transfrontalier simple de fleuve et les trois pays doivent travailler ensemble sur préparer et évaluer un inventaire commun des ressources de l'eau et de terre dans le bassin. La raison de ceci est que les méthodes de rassembler et d'interpréter des données changent considérablement et une méthode unifiée devra être appliquée quand travaillant à un cours d'eau transfrontalier. Les détails de « The Turkish three stage plan » ont été déjà discutés. Les avantages principaux du plan sont qu'il se conforme aux principes conçus pour les voies d'eau transfrontalières par la CID et incarnés dans le dispositif de la convention et chaque pays saurait qu'il obtenait une affaire juste puisqu'il donnerait à chacun des pays une solution basée sur ses conditions comme établies par des méthodes scientifiques impartiales.

Il devrait également noter que la sécurité humaine dans la gestion partagée de l'eau fait partie de sécurité nationale. Puisque l'eau peut être un souci de sécurité nationale, particulièrement pour les pays qui se fondent sur les sources frontalières pour une proportion significative de leurs besoins de l'eau, la coopération offre un itinéraire à une plus grande prévisibilité et des risques et des vulnérabilités réduites, avec les

avantages étendus pour des vies, l'environnement et l'économie. Les bassins importent autant que les frontières depuis des bassins de fleuve et de lac sont des écosystèmes qui s'étendent à travers des frontières nationales, et l'intégrité de n'importe quelle partie de ces systèmes dépend de l'intégrité du tout. Ainsi l'étape logique est de contrôler l'eau au niveau de bassin, même lorsqu'elle franchit des frontières. La signification de ceci a été mieux articulée par Théodore Roosevelt quand il a dit « Chaque système fluvial, depuis ses eaux d'amont dans la forêt jusqu'à son embouchure sur la côte, forme un tout et doit être considéré en tant que tel ». ²⁵

Les administrateurs du GAP et en effet l'Irak et la Syrie peuvent prendre une sélection du dialogue entre l'Inde et le Népal sur les fleuves de Bagmati, de Gandak et de Kosi (tous les tributaires du Ganges). La gestion coopérative peut ouvrir les avantages qui dépassent la gestion partagée étroitement définie de l'eau. Certains de ces avantages qui peuvent être rendus disponibles en Turquie, en Irak et en Syrie sont des écoulements de ressource financière à refléter dans les initiatives d'investissement, échanges des ressources énergétiques, données partageant et renforçant des liens politiques en tant qu'un élément des initiatives générales de paix.

Les conventions actuelles de coopération de l'eau existant entre les états riverains peuvent au mieux être décrites comme une structure institutionnelle faible pour la gestion de l'eau. Il y a la nécessité de ratifier les protocoles de 1946 et de 1987 existant entre la Turquie et les autres états pour la gestion efficace des ressources des eaux. Au lieu des protocoles, un établissement viable a pu être créée et consacrée à la surveillance de la conformité avec des traités et imposer des sanctions sur les états d'errements. L'établissement ainsi créé doit avoir un large mandat et pas foyer bas sur seulement un aspect limité du GAP ou d'autre des projets reliés.

L'histoire prouve que le Moyen-Orient abonde avec le manque de confiance mutuelle parmi des nations. La prédominance du soupçon situé en profondeur a les racines historiques et est un ensemble de retour pour la création des bonnes conditions pour la coopération d'un état à un autre. Dans le cas du GAP et des états riverains, la

²⁵ PNUD, op.cit, pp224

coopération est une condition *sine qua non* et peut être lancée, nourrie et soutenue par les conditions suivantes :

- Evaluer les besoins en termes de développement humain et les objectifs.
- Créer un climat de confiance et accroître la légitimité.
- Financer la gestion de l'eau transfrontalière.

Dans le cas du GAP et des autres états riverains la soutien de la communauté internationale a pu être cherché. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a ouvert la voie en apportant son concours à une réforme juridique et institutionnelle de la gouvernance de l'eau. Le FEM et les autres ont lancés un projet en aidant la réforme légale et institutionnelle dans le gouvernement de l'eau et il est devenue la plus grande source d'aide multilatérale pour les issues environnementales globales. Le FEM a été établi comme un association du PNUD, avec sa force dans des projets de développer la capacité ; le Nation Unies Programme pour l'Environnement (NUPE), avec sa force en identifiant des priorités et des plans d'action régionaux ; et la banque mondiale, avec sa force au financement. Avec la participation du FEM pour réaliser un règlement négocié en propos du GAP, la Turquie pourrait emprunter à la banque mondiale afin de accélérer l'accomplissement du GAP.

Les leaders politiques des pays riverains doivent développer la confiance et la légitimité afin de éloigner le soupçon et l'animosité situés en profondeur qui sont caractéristique de la politique du Moyen-Orient. Dans le cas du GAP, la Turquie doit annuler sa politique de dominance par rapport au cas de déplacement Kurde et ne pas employer le démenti de la Syrie d'eaux proportionnées de l'Orontes pour atteindre la région de Hattay comme prétexte pour poursuivre l'action unilatérale sur le Euphrate. De même les effets plus larges du barrage d'Iliasu en ce qui concerne les terres Kurdes et les marais irakiens doivent être considérés entièrement par la Turquie.

CONCLUSION

Tigre et Euphrate sont parmi les fleuves les plus célèbres au monde. Les deux fleuves que tous proviennent de la Turquie puis traversent la Syrie et l'Irak séparément, s'associent alors ensemble à l'Irak avant d'entrer dans le Golfe. Le projet du GAP comme décrit par la Turquie est un projet multisectoriel et intégré de développement régional basé sur le concept du développement soutenable. Le GAP est un projet massif, qui a commencé en 1983 et est en cours et utilise intensivement les eaux du Euphrate et du Tigre pour l'irrigation et la production de l'énergie hydrologie.

L'Assemblée générale de l'ONU a convenu en 1972 sur le droit souverain des états d'exploiter leurs ressources propres à condition que ceci n'ait pas endommagé des secteurs au delà de la limite de la juridiction nationale. Les différences provenant des issues de l'eau entre la Turquie et ses voisins datent de longtemps et la sélection de prise des conventions juridiques internationales un certain nombre de protocoles régionaux ont été conclues mais elles demeurent non ratifiées.

Le GAP a un coût estimatif de \$32 M, et est placé entièrement par la Turquie en raison du refus de la banque mondiale pour placer un projet qui n'a pas l'accord des états en aval. Bien que la Turquie ait prévu les avantages économiques et industriels du GAP, les reculs notables sont reclassement de force allégué à grande échelle de la population Kurde dans la région, salinisation et pollution de l'eau de pays en aval, dégradation environnementale, destruction des écosystèmes et monuments archéologiques. En plus, les activités économiques des autres états riverains ont été négativement affectées à la réduction de la quantité et de la qualité de l'eau les atteignant.

La coopération, l'exécution des plans de normalisation proposés, la gestion collective de bassin de l'eau et la participation des organismes internationaux spécialisés de la communauté sont parmi des options viables disponibles pour garantir la paix et pour favoriser de bons relations parmi les états

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

1. Arnon, Soffer. *Rivers of Fire*, Oxford : Rowman and Littlefield publishers, 1999.
2. Arun, P Elhance. *Hydro-Politics in the 3rd World*, Washington : United States Institute of Peace press, 1999.
3. Bullock, John and Darwish, Adel. *Water War*, London, Victor Gonnaciz, 1993.
4. Gleick, Peter. *Water in Crisis, A Guide to the World's Fresh Water Resources*, Oxford : Oxford University press, 1993.
5. Kliot, Nurit. *Water Resources and Conflict in the Middle East*, London : Routledge 1994.
6. Ozden, Bilen. *Turkey and Water Issues in the Middle East*, Ankara : GAP Regional Development Administration, 1997.
7. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Rapport mondial sur le developpement humain 2006*, Paris, Economica.
8. Chesnot, Christian. *La Bataille de l'eau au Proche-Orient*, Editions l'Harmattan, 75005, Paris, 2005.
9. Centre Tricontinental Louvain-la-Neuve en collaboration avec le Comité promoteur mondial pour le contrat de l'eau, *l'Eau, patrimoine commun de l'humanité*.
10. Berger, Corinne et Roques, Jean-Luc. *L'Eau comme fait social-transparence et opacité dans la gestion locale de l'eau*. Editions l'Harmattan, 75005, Paris, 2005.
11. Naser, Faruqi, Asit, Biswat et Murad, Bino. *La gestion de l'eau selon l'Islam*, Les presses de l'Université des Nations Unies et le centre de recherches pour le développement international, 2003.

Articles et contributions

1. Natasher, Berschoner. Water and Instability in the Middle East, *International Institute for Strategic Studies*, London : Adelphi Paper 273, 1992.
2. Venter, Al. The Oldest Threat : Water in the Middle East, *Jane's Intelligence Review*, February 1998.
3. Munier, Gilles. Etudes géopolitiques, *AFI*, 2006.

Sites d'internet

1. www.un.org/Depts/Treaty
2. www.mfa.gov.tr
3. www.gap.gov.tr
4. www.hdr.undp.org
5. www.powertechnology.com
6. www.mondialisation.ca

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
<u>I. LA PREMISE DES EVENEMENTS.....</u>	3
11. <u>Les ressources d'eau disponibles, les demandes et systèmes de distribution dans la région.....</u>	3
12. <u>Les considérations juridiques.....</u>	7
<u>II. LES ENTREPRISES ET SES RAMIFICATIONS.....</u>	11
21. <u>Le projet GAP.....</u>	11
211. Les objectifs et les buts du GAP.....	11
212. Le GAP et l'UE.....	13
213. Le GAP et les politico-économique, socioculturel et l'environnement de la région.....	14
214. Le dilemme Kurde.....	21
22. <u>Le GAP et les pays riverains.....</u>	23
23. <u>Des implications stratégiques régionales plus large du GAP.....</u>	26
24. <u>La démarche au futur.....</u>	28
CONCLUSION.....	31

